

## **Comment ouvrir mes droits à des indemnités journalières de maternité ou de maladie ?**

Il y a trois règles d'ouverture des droits à un congé maternité/maladie. La CPAM doit retenir la règle la plus favorable à l'assurée.

1

Il faut avoir gagné 1015\* le SMIC horaire brut sur 6 mois, avant le début de grossesse ou avant le congé prénatal ou avoir gagné 2030 \* le SMIC horaire brut sur 12 mois avant le début de grossesse ou avant le congé prénatal.

Soit 9906,40 € brut sur 6 mois ou 19 812,8 € brut sur 12 mois en salaires au 1er janvier 2017.

Sont pris en compte les revenus bruts après l'abattement de 30 % sur les cotisations sociales. Il faut prendre en compte le montant indiqué sur la ligne assurance maladie/vieillesse de chaque bulletin de salaire.

Si vous ne souhaitez pas voir l'abattement de 30% être appliqué sur vos cotisations, vous devez le signifier officiellement à votre employeur qui doit appliquer votre choix.

2

En cas de chômage indemnisé au moment de l'arrêt, il faut remplir les conditions de salariat avant le chômage et ne pas avoir eu d'interruption de versement des allocations de chômage pendant plus de 3 mois consécutifs depuis le début de l'indemnisation. En cas d'interruption de plus de 3 mois pour reprise d'activité salariée, il faut remplir à nouveau les conditions de salariat pour bénéficier des indemnités journalières maladie ou maternité.

3

Il faut avoir travaillé 150 heures les trois mois (ou 600 heures sur 12 mois) précédant le congé prénatal. Il n'y a pas d'heures indiquées sur le bulletin de salaire du pigiste, il ne peut donc pas faire valoir cette règle d'ouverture des droits.

## **Comment sont calculées les indemnités journalières de maternité ?**

Sur la base des salaires des 12 derniers mois avant l'arrêt, dans la limite du plafond pour chaque mois. Le plafond mensuel au 01/01/2017 pour la maternité est de 3269 €.

En cas de chômage, elles sont calculées sur les revenus antérieurs à l'inscription à Pôle emploi.

Il faut calculer le gain journalier de base : Salaires brut (après abattement et dans la limite du plafond mensuel) sur 12 mois avant le congé prénatal - 21 % / 365

Indemnité journalière = 100 % du gain journalier dans la limite de 84,90 € par jour.

### **Comment sont calculées les indemnités journalières de maladie ?**

Elles sont calculées sur la base des salaires des 12 derniers mois avant l'arrêt dans la limite du plafond pour chaque mois. Le plafond mensuel au 01/01/2017 pour la maladie est de 2664,49 €.

Salaires (brut après abattement dans la limite du plafond mensuel) sur 12 mois / 365 = gain journalier

IJ = 50 % du gain journalier

à partir du 31<sup>e</sup> jour d'arrêt et avec trois enfants à charge = 66,66 % du gain journalier

### **Quand dois-je prendre mon congé maternité ?**

Il y a 16 semaines pour un premier enfant : 6 avant terme et 10 après la naissance. Le congé prénatal peut être reporté, sur avis médical, de trois semaines maximum. Ces trois semaines seront reportées après la naissance sur le congé postnatal.

Un congé pathologique de deux semaines peut être accordé sur avis médical. Il s'agit d'un arrêt de travail en rapport avec un état pathologique de grossesse (case à cocher par le médecin sur l'avis d'arrêt de travail). Le congé pathologique peut être prescrit à tout moment durant la grossesse.

Un minimum de huit semaines d'arrêt est obligatoire pour être indemnisée.

### **Comment serais-je indemnisé(e) en cas de maternité /maladie si je suis aussi auto-entrepreneur ?**

L'assuré salarié qui devient auto-entrepreneur peut rester affilié au régime général. S'il opte pour le RSI, il peut percevoir quand même des indemnités journalières du régime général si les conditions d'ouverture des droits sont remplies.

Les indemnités journalières sont calculées sur les revenus salariaux. Chaque régime verse les indemnités qui sont dues en fonction de l'activité concernée.

En cas de chômage avec une micro-entreprise, c'est le RSI qui prend en charge l'assuré.

### **Comment faire mon dossier de congé maternité/maladie auprès de la CPAM 35 ?**

En tant que pigiste, il est fortement conseillé de prendre rendez-vous (par téléphone au 3646 ou via le compte [ameli.fr](https://ameli.fr)) et de déposer son dossier en main propre. Il faut appeler au moins deux semaines avant le début du congé maternité pour avoir un rendez-vous dès le début du congé.

Le dossier devra contenir la copie des bulletins de salaires, « 12 mois de salaire avant la date présumée de grossesse ainsi que tous les salaires entre cette date et le début du congé maternité » (soit plutôt 19 mois que 21 mois) Un justificatif d'indemnisation par Pôle emploi en cas d'inscription comme demandeur d'emploi avec les bulletins de salaires remontant 12 mois avant l'inscription à Pôle emploi.

Il est conseillé d'avoir calculé ses revenus soi-même avant ce rendez-vous.

La CPAM fera signer à l'assurée une attestation multi-employeurs indiquant le nom des différents employeurs et les périodes de travail avec la date de dernier jour travaillé pour chacun des employeurs. Elle permet à l'assurée de ne pas avoir à récupérer les attestations maternité auprès de chaque employeur.

En cas d'incompréhension de la part du/de la conseiller (ère) demander à faire remonter le dossier auprès du service réglementation.

### **Quels sont les recours en cas de non prise en charge ?**

Le service social de la CPAM peut délivrer une aide, en fonction des revenus du foyer.

Si vous êtes inscrite à Pôle emploi, vous pourrez toucher vos indemnités chômage, en dehors d'une période de 8 semaines (2 semaines avant le terme et 6 semaines après la naissance) en respect de l'article 1125-17 du code du travail.

Pour contester la décision de non indemnisation du congé maternité par la CPAM, il faut déposer un recours devant la Commission Recours Amiable -envoi recommandé avec accusé de réception- qui vérifiera qu'il n'y a pas eu d'erreur de traitement du dossier.

En cas de non réponse de la CRA un mois après la date de dépôt du recours, il faut envoyer un recours auprès du Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale. A déposer au TASS pour obtenir un accusé de réception. Les délais avant audience étaient en 2017 de 18 mois. Afin de maximiser ses chances devant le TASS il convient d'être accompagnée par un avocat. Une demande d'aide juridictionnelle peut être déposée au Tribunal de Grande Instance.